



Les FACA (Forces Armées Centrafricaines), sous équipées et délabrées, ont été incapables de contenir toutes seules, la foudroyante progression des rebelles de la Seleka, depuis l'offensive lancée le 10 décembre 2012, sous la houlette du chef des opérations, le général Arda Hakouma. Si bien que les hostilités ont progressé vers le centre-ville, sans que les rebelles ne rencontrent une réelle opposition. Et, après quelques tirs à l'arme lourde, les rebelles ont pris le palais présidentiel, mais sans y avoir trouvé le maître des lieux. Des témoins ont affirmé avoir aperçu le cortège de François Bozizé, traversant le fleuve Oubangui, en direction de la République Démocratique du Congo, pour aller se réfugier au Cameroun : il a « courageusement » pris la fuite pour, sans doute, échapper à la mort qui, en de telles circonstances, n'est généralement pas exclue. Et, le leader de la rébellion, Michel Djotodia, s'est autoproclamé Président de la Centrafrique.

Les alliés de Bozizé n'ont pas bronché

Mais, chose curieuse, le règne de François Bozizé a pris fin, sans que ses alliés ne lèvent le petit doigt, devant l'avancée des rebelles. Bozizé a été lâché par ses alliés, notamment la France et ses obligés régionaux (le Tchad d'Idriss Déby, le Gabon de Bongo Ondimba et autres) sur lesquels il s'était appuyé pour renverser Ange-Félix Patassé qui, malgré tout ce que l'on pouvait lui reprocher, était un président démocratiquement élu.

Alors question : pourquoi les alliés de Bozizé ont-ils choisi de le lâcher ?

Selon le journaliste Joli-Beau Koubé, « on peut risquer une piste d'explication : les homologues sous régionaux de Bozizé et le partenaire sud-africain, peuvent avoir été agacés par la volonté manifeste du maître de Bangui, de tordre le coup aux accords de Libreville du 11 janvier dernier ; accords qui n'étaient rien d'autre qu'une passerelle dorée à lui offerte, pour rester au pouvoir, jusqu'à la fin de son mandat en 2016. Contrairement à l'esprit des accords donc, François Bozizé n'avait pas jugé utile de transférer effectivement ses pouvoirs exécutifs au Premier-ministre, ni de renvoyer les troupes étrangères, ni même d'autoriser le stationnement de 2.000 éléments de la Seleka à Bangui, pour la protection de leurs chefs admis au gouvernement d'union nationale. François Bozizé n'avait pas saisi, non plus, l'opportunité que lui offraient les circonstances, d'associer au gouvernement, des membres de l'opposition politiques... Au-delà de cet agacement, des tensions personnelles entre Bozizé et certains chefs d'Etat d'Afrique centrale, comme Idris Deby Itno du Tchad, pourraient aussi justifier cette inaction des alliés... », Etc.

Par ailleurs, pour Théophile Kouamouo, la chute de Bozizé est liée à la nature des systèmes locaux qui vont rarement au-delà d'une démocratie formelle et où le chef d'Etat va jusqu'à verrouiller le pouvoir tout en «faisant plaisir» aux «bailleurs de fonds».

Théophile Kouamouo soutient que la chute de Bozizé est liée également à un contexte diplomatique régional et international qui donne toujours une prime à la violence politique et à la stratégie du «fait accompli», dans une Afrique saharienne qui est comme programmée pour demeurer le «ventre mou» du monde, un «no man's land» politique.

« Le balayeur a été balayé »

Ainsi donc, après dix années de règne, François Bozizé a quitté le pouvoir, à Bangui... comme il y est arrivé. Sans doute, ce sont des miliciens semblables à ceux qui l'ont porté à la magistrature suprême qui ont obtenu sa «tête». Dix ans après sa propre rébellion qui avait chassé du pouvoir Ange Félix Patassé, le général François Bozizé, est lui-même chassé du pouvoir. Et comme qui dirait, « le balayeur a été balayé, le putschiste a été... putsché ! ».

Et, comme d'habitude, R.F.I était là pour annoncer que Paris a pris note du coup d'état, que Paris n'est pas partie prenante dans cette affaire, que Paris a appelé toutes les parties à faire preuve de la plus grande retenue, que Paris conseille l'extrême prudence aux ressortissants français vivant en Centrafrique, que Paris a, avec ses centaines de militaires français se retrouvant dans ce pays, sécurisé le principal aéroport, etc.

La chute de Bozizé est un avertissement retentissant

Force est de retenir que la chute de Bozizé est un avertissement retentissant pour tous les rebelles africains au pouvoir, qui devront avoir constamment présent dans leurs têtes de nègres que, comme l'écrit Paul Zahiri, « en Afrique, et en Afrique noire particulièrement, la France n'a pas de principes, mais des réflexes et des usages... qui sont souvent en contradiction avec ses buts déclarés et ses idéaux proclamés ».

Ainsi, se ferme la parenthèse Bozizé, exactement comme elle s'était ouverte le 23 mars 2003, à l'issue d'un coup de force qui avait renversé Ange Félix Patassé, pour nous rappeler et instruire les générations futures que, tel qu'il est écrit dans la Bible, « Qui use de l'épée périt par l'épée ».

Au total, la chute de Bozizé est un «cas d'école» qui a dû créer quelques frayeurs dans certains pays «frères», notamment dans la Côte d'Ivoire d'Alassane Ouattara où le même schéma peut, également, d'un moment à l'autre, se reproduire.

C'est ce que je pense !

Léandre Sahiri